

Les crédits

qu'un finit toujours par souffrir de restrictions, et ce sont généralement les villes.

Une réunion de tous les niveaux de gouvernement afin de discuter de cette question de façon neutre serait effectivement utile et, même si je pense que c'est une solution à court terme, cela ne veut pas dire que nous ne devrions pas le faire. Au contraire, c'est à mon avis une excellente idée.

Il nous faut cependant, je crois, aller plus loin. Ce qui nous arrive n'est pas nouveau. Ce n'est pas quelque chose qui vient de nous arriver. C'est une situation qui dure depuis longtemps. Du fait que nous avons trois ordres de gouvernement, nous avons tendance à oublier qu'il n'y a, par contre, qu'un seul contribuable et que c'est lui qui finalement subit les conséquences de la concurrence que se livrent entre eux les différents niveaux de gouvernement.

Cela est dû, je crois, en partie au fait que notre pays est une confédération et que nous devons nous y faire—ce qui ne veut pas dire, pour autant, que nous ne pouvons pas trouver de solutions à long terme.

J'irai en fait plus loin que mon collègue. On devrait, à mon avis, mettre en place un mécanisme qui s'occuperait systématiquement de ces questions budgétaires, mais aussi du démantèlement des barrières commerciales et de la négociation de normes nationales en matière d'éducation, de santé et de mobilité de la main-d'oeuvre, cela à grande échelle. À mon avis, il incombe au gouvernement fédéral de prendre les devants à cet égard.

• (1825)

[Français]

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, j'ai écouté la députée de Winnipeg-Sud nous expliquer longuement le fait que le gouvernement avait entrepris des démarches et qu'il avait discuté avec les fonctionnaires afin d'obtenir des ententes qui permettraient de diminuer les dépenses du gouvernement et celles des programmes dans le but d'améliorer la situation financière.

Alors, dans le dernier budget du 26 avril 1993, à la page 21, si on regarde les dépenses des programmes par exemple, on se rend compte que le gouvernement ne diminue pas les dépenses des programmes, mais qu'il les augmente. Par exemple, de 1992-1993 à 1993-1994, il s'agit d'environ 3,1 milliards. L'année suivante, c'est à nouveau 3,1 milliards d'augmentation des programmes. En 1995-1996, c'est 1,5 milliard de dollars. Cela veut dire que pendant les cinq prochaines années, alors qu'elle nous dit qu'on a fait des arrangements pour améliorer la gestion et pour diminuer les dépenses au niveau des programmes, donc, au cours des cinq prochaines années, les dépenses se situent à environ 12,5 milliards. Ce ne sont pas des «peanuts», ce sont des milliards. On parle de 12,5

milliards d'augmentation dans les programmes. La députée tente de nous faire croire qu'on a diminué les dépenses. C'est complètement le contraire.

Le gouvernement prétend pouvoir diminuer le déficit, mais c'est dans ses revenus qu'il le fait et non pas dans ses dépenses. Il va augmenter ses revenus de plus de 41 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Où va-t-il prendre l'argent? Encore dans les poches des contribuables. Le Canada est déjà en faillite. Comment pensez-vous qu'il va réussir à aller chercher 41 milliards de plus dans les cinq prochaines années?

Alors, je ne sais pas où la députée a pris ses renseignements, mais moi je les prends directement dans le document de son gouvernement, celui du ministre des Finances du 26 avril 1993. Pendant ce temps-là—et c'est encore pire—même en augmentant les dépenses, et en augmentant les revenus, le gouvernement fédéral continue à diminuer les transferts aux provinces. Il donne moins de services qu'avant. Comme le député d'Ottawa—Vanier le disait tantôt, les provinces sont obligées de transférer leur déficit aux municipalités. Malgré tout cela, le gouvernement va continuer à dépenser encore plus et ainsi augmenter son déficit. Il y a quelque chose d'irréaliste dans tout cela.

C'est pour cette raison que tantôt j'ai posé la question au député d'Ottawa—Vanier à savoir s'il croyait avoir trouvé la solution-miracle en pensant que les fonctionnaires allaient diminuer les dépenses. *No way!* Il n'y a pas de volonté gouvernementale de vouloir vraiment gérer le pays. D'ailleurs, dans le budget, on le voit, on laisse encore augmenter les dépenses au lieu de. . .

Le président suppléant (M. DeBlois): En toute équité, je me dois de donner la parole à l'honorable députée de Winnipeg-Sud.

[Traduction]

Mme Dobbie: Monsieur le Président, je pense que certains arguments avancés par mon collègue sont excellents.

Il est dit dans le budget—et je pense que le Budget des dépenses le montre—que nous comptons accroître les dépenses de 1,5 p. 100 par an. La question qui devrait se poser est, je crois, devrait-on augmenter les dépenses? Certains estiment que l'on devrait geler toutes les dépenses aux niveaux de 1993. Je pense que ça se défend.

Le député a également demandé d'où vont venir les recettes nécessaires pour faire face à l'augmentation de quelque 12,5 milliards qu'il a calculée d'après le budget de l'an dernier. Certainement pas des contribuables. En tous cas pas dans ce budget. Elles proviendront de la croissance de l'économie, qui devrait tourner autour de 2,9 p. 100—une prévision assez raisonnable si on la compare avec celle de certains économistes qui prédisent